

26 mai 2011 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, notamment sur la situation en Libye et dans les pays arabes et sur la succession de Dominique Strauss-Kahn au FMI, à Deauville le 26 mai 2011.

Mesdames et Messieurs, bonsoir,

Je voudrais remercier Alain JUPPE, qui est le ministre d'Etat et qui est à mes côtés. Nous avons eu une journée assez fortement occupée.

Nous avons commencé par deux bilatérales, l'une avec le Président MEDVEDEV, qui nous a permis de voir l'excellence des relations avec la Russie, de régler définitivement la question du contrat sur la vente des BPC Mistral - ce problème est réglé -, et de définir une grande convergence de vues sur nombre de dossiers internationaux.

Ensuite une bilatérale avec M. JUPPE et David CAMERON. Je crois pouvoir dire que notre entente sur la question libyenne est totale et complète. Notre appréciation de la situation en Libye, c'est que les progrès de nos amis du CNT, de l'opposition à M. KADHAFI sur le terrain sont réels. Notre idée est toujours la même : l'application de la résolution 1973 a un objectif : obtenir la paix et le droit à la démocratie pour les Libyens. Et vraiment, les Britanniques et les Français, nous travaillons main dans la main : même objectif, même appréciation de la situation, même méthode.

Puis, nous avons eu un déjeuner du G8 qui a porté pour l'essentiel sur la situation économique internationale. Nous nous sommes tous réjouis de voir la croissance mondiale repartir assez fortement. Nous sommes tous convaincus qu'il convient de réduire les facteurs de tension et de déséquilibres. Cela fera l'objet de propositions au G20 à Cannes.

Nous avons évoqué le cycle de Doha, la nécessité de lutter contre le protectionnisme et de trouver des solutions, quel que soit par ailleurs le point d'arrivée du cycle de Doha, convaincus que nous sommes que le protectionnisme n'est pas la solution.

Nous avons évoqué avec le Premier ministre japonais la situation du Japon qui se reconstruit progressivement, courageusement avec beaucoup de dignité. Et les sept pays du G8 sont prêts à aider le huitième, le Japon, pour gérer les conséquences de l'accident nucléaire mais également pour l'aider à reconstruire son économie. Il y a une grande solidarité.

L'après-midi, nous avons débattu du sujet nucléaire. Nombreux sont ceux parmi le G8 qui pensent qu'il n'y a pas d'alternative au nucléaire, même si tous, nous sommes convaincus de la nécessité de développer les énergies alternatives, les énergies renouvelables. Mais tous, nous souhaitons nous doter d'une réglementation de très haut niveau sur la sûreté nucléaire qui s'applique à tous les pays qui souhaitent le nucléaire civil, qui puissent être contrôlés internationalement et qui fassent que les niveaux de sûreté soient les plus hauts jamais connus.

Le Japon s'est puissamment engagé dans cette demande et nous avons tous dans l'idée que c'est la meilleure façon d'éviter que les centrales nucléaires civiles puissent être construites sans des normes de sécurité maximales, dans des procédures d'appel d'offres où la seule définition serait celle du prix. Alors qu'en matière de nucléaire, la première définition doit être celle de la sûreté. Et cela, c'est un point d'accord essentiel.

Nous avons parlé également de la conférence de Durban, de la préoccupation qui est celle des

pays qui ont adhéré à Kyoto, que l'on prépare l'après-Kyoto. Et la France, notamment, ne veut pas renoncer à l'objectif de Copenhague et ne veut pas que l'après-Kyoto se termine par un vide. Nous avons discuté également de la façon dont il fallait évoquer ces problèmes avec les grands émergents dont la Chine.

Par ailleurs, nous avons bouclé le financement de Tchernobyl, 25 ans après le drame. Vous savez que les pays du G8 se sont engagés à financer les derniers travaux de colmatage de la centrale de Tchernobyl et nous avons été très heureux d'apprendre la participation de l'Italie, du Japon et du Canada.

Enfin, nous avons une rencontre avec les grands acteurs d'Internet. C'était extrêmement intéressant. On a décidé d'ailleurs que cela se reproduirait chaque année et que chaque année, il y aurait le e-G8, les états généraux d'Internet et qu'il y aurait cette rencontre entre les chefs d'Etat et de gouvernement du G8 et ceux d'Internet. Pour résumer d'un mot l'ambiance, les acteurs d'Internet sont parfaitement conscients qu'ils ont des impératifs et des devoirs vis-à-vis de la sécurité, vis-à-vis de la propriété intellectuelle et même vis-à-vis de la fiscalité numérique. Leurs préoccupations étant qu'aucune règle ne puisse venir brider l'innovation et que si règles il y a, elles doivent être compatibles avec le développement de l'innovation : la liberté et l'ouverture d'Internet. Nous avons décidé de travailler ensemble et nous avons même fait la proposition qu'eux proposent un corpus, un socle de ce que pourraient être des règles minimum sur un certain nombre de sujets que nous avons, par ailleurs, évoqués en détail.

Voilà, je vous ai résumé sept ou huit heures de conversation en six ou sept minutes. Je suis persuadé que vous allez m'amener à préciser tout ce que j'ai oublié de préciser par vos questions. Je me livre à vos questions, étant entendu que peut-être une vingtaine de minutes, parce qu'après, j'ai le dîner qui est consacré à des sujets extrêmement lourds.

QUESTION - Monsieur le Président, avez-vous évoqué avec le Président MEDVEDEV la Libye et la Syrie et qu'en est-il des soutiens qu'apportent les Russes à ces deux régimes ?

LE PRESIDENT - Bien sûr, nous avons évoqué la question libyenne avec le Président MEDVEDEV, ce n'est pas le dossier le plus facile. Je vous ai dit qu'il y avait une grande convergence de vues entre la Russie, que la France considère comme un partenaire stratégique et un ami. Sur le dossier libyen, chaque pays a son histoire. J'ai d'abord indiqué avec M. JUPPE à M. MEDVEDEV combien nous lui avons été reconnaissants de l'abstention de la Russie au moment du vote de la résolution 1973 au Conseil de sécurité. Si la Russie n'avait pas pris cette position, l'intervention, la « no fly zone », devenaient impossibles. Soyons justes, soyons honnêtes et quelles que soient par ailleurs les différences d'appréciation que l'on peut avoir avec les Russes, ils ont permis l'adoption de cette résolution. Le travail remarquable qu'avait fait le ministre d'Etat, Alain JUPPE, à New York et s'il y avait eu blocage du côté des Russes, peut-être cela aurait-il donné la même idée à d'autres partenaires, vous le savez très bien.

Pour le reste, nous avons expliqué en détail ce nous voulions. Ce n'est pas à nous de construire l'avenir et de choisir l'avenir de la Libye. Ce sont les Libyens qui construiront leur avenir et qui prépareront cet avenir. Mais si nous n'étions pas intervenus, Benghazi aurait été rayée de la carte par la folie meurtrière d'un homme qui avait promis une répression sans précédent. Or nous, les Européens, nous n'avons pas oublié Srebrenica, 8 000 mille morts alors que la communauté internationale s'était engagée à les protéger. Je ne dis pas que l'intervention que nous avons faite ne pose pas question, ne pose pas de problèmes et ce n'est pas une décision facile que d'engager des soldats. Mais si nous ne l'avions pas fait, c'était une question d'heure. Benghazi, c'est plus d'1 million d'habitants. Quand on voit ce que M. KADHAFI a fait aux habitants de Misrata, on imagine ce qui était réservé aux habitants de Benghazi.

M. KADHAFI a dans ses mains la solution. Qu'il demande à ses soldats de rentrer dans les casernes, qu'il annonce, après 41 ans de dictature, qu'il s'en va et à ce moment-là, les Libyens retrouveront la liberté et le droit d'imaginer leur avenir, y compris avec des membres de l'actuel régime et à condition qu'ils n'aient pas, ces membres, du sang sur les mains.

Voilà et je crois que M. MEDVEDEV a compris que la faute est celle de M. KADHAFI et il nous l'a dit sans aucune ambiguïté, mais il a une tradition, une diplomatie de son pays et il y a

l'inquiétude que cela ne débouche pas. On ne peut pas dire que ce ne sont pas des sujets qui méritent cette inquiétude. Donc on en a parlé très en détail et c'est d'ailleurs tout à fait normal. Par ailleurs, on a donné notre appréciation de la réalité du terrain et cette réalité du terrain, en Libye, c'est que les forces de l'opposition progressent.

QUESTION - Bonsoir, Monsieur le Président, depuis le départ de M. OBAMA, vous-même et M. CAMERON, vous demandez à M. KADHAFI de partir. Alors quelqu'un qui est quelque part, il doit partir mais pour aller où ? Avez-vous une suggestion de là où il doit aller ?

LE PRESIDENT - Mettons-nous déjà d'accord sur le principe avant de nous mettre d'accord sur la direction. Quand nous disons que M. KADHAFI doit partir, c'est qu'il doit quitter le pouvoir. Et plus tôt il le fera, plus le choix sera grand pour lui. Plus tard il le fera, plus les destinations se réduiront. Nous ne disons pas : « KADHAFI doit être exilé », ce n'est pas notre problème, nous disons : « un homme qui a employé l'artillerie et l'aviation pour tirer sur une foule innocente et désarmée, après 41 ans de dictature, ne peut pas rester en place ». Les Nations Unis nous ont donné mandat de protéger une population et c'est ce que nous faisons. Déjà, que M. KADHAFI dise qu'il quitte le pouvoir et après, toute la discussion est possible.

Mais c'est cela, la première question. Que ses soldats rentrent dans les casernes, il faut arrêter de martyriser les gens, y compris à Tripoli où il y a des snipers sur les toits, où les rassemblements de plus de trois personnes - vous imaginez ? -, sont interdits, où les gens ont peur, où les massacres se perpétuent. C'est cela, la question et après on se préoccupera de la direction, du billet d'avion et même de la classe du siège dans l'avion.

QUESTION - Monsieur le Président, avez-vous parlé de la candidature de Mme LAGARDE au Fonds monétaire international, notamment à M. OBAMA, et est-ce que l'affaire DSK n'a pas terni les chances de la France dans cette affaire ? Et deuxième question, comment va votre épouse ?

LE PRESIDENT - Eh bien, écoutez, je viens de l'avoir au téléphone, elle allait très bien et je lui dirai que vous avez pris de ses nouvelles et cela ne l'étonnera pas elle y sera très sensible. Je vais essayer de vous répondre avec le moins de langue de bois possible, en même temps avec le plus d'habileté possible. Ce n'est pas au G8 que l'on décide de la nomination du directeur général du FMI, et cela serait choquant qu'il en soit ainsi. Le G8 n'est pas le directoire du monde, il n'a pas vocation à être le directoire du monde et d'ailleurs, la France, cher Alain JUPPE, qui est tellement engagée dans le multilatéralisme, serait complètement en contradiction avec ses convictions en disant que c'est le directoire du monde, non. Le G8, c'est la famille des pays démocratiques qui veulent se parler librement et essayer d'harmoniser leurs positions. Mais ce n'est pas à nous de déterminer qui est directeur ou qui sera directeur général du FMI.

Donc, nous n'en avons pas parlé en séance, et je vous demande de me croire. Et ce que nous en avons parlé en bilatérales ? Si je vous disais que nous n'en avons pas parlé, vous ne me croiriez pas et vous auriez parfaitement raison. Il y a une différence, ce sont des affaires très sensibles, c'est une très grande différence d'en parler avec un collègue - et parfois un ami - chef d'Etat ou de gouvernement dans un couloir ou dans une bilatérale et c'en est une autre que de mettre ce sujet à l'ordre du jour d'une réunion qui n'est pas légitime à l'évoquer.

Par ailleurs, de ce que j'ai recueilli comme écho, tout le monde pense que Christine LAGARDE est une femme de très grande qualité et j'en tire la conclusion qu'en tout cas, si jamais quelqu'un la désignait, elle ferait une très bonne directrice générale. Mais attendons, c'est une longue marche.

QUESTION - Concernant les pays arabes, la Tunisie et l'Egypte qui ont fait leur révolution ont chiffré leur besoin de financement. Avez-vous chiffré ce que les pays riches pourraient ou devraient leur donner ?

LE PRESIDENT - C'est le problème de ce soir et de demain. C'est un sujet absolument considérable. J'ai eu l'occasion de dire, avec Alain JUPPE, que la France avait fait évoluer fortement sa politique arabe et sa politique africaine, que la France serait désormais aux côtés de tous les peuples arabes et de tous les peuples africains qui voulaient se libérer de leurs chaînes. Je pense que rien n'est possible si les peuples ne se mettent pas en marche. C'est sans doute l'un des dossiers les plus importants de ce G8, mobiliser une aide.

La conférence de presse de demain permettra de vous donner des éléments plus précis. Mais

La conférence de presse de demain permettra de vous donner des éléments plus précis. Mais c'est vraiment l'ambition de ce G8. De la même façon, dans les invitations africaines, avec notamment le président OUATTARA, le président du Niger et le président de la Guinée, les présidents qui ont été élus démocratiquement, même si cela a été plus long en Côte d'Ivoire. C'est vraiment un tournant.

Voilà, cela vaudra pour les prochaines élections et cela vaudra pour les relations que nous aurons avec les pays arabes, les pays africains. Nous parlerons également de la Syrie. Certains d'entre vous se disent : « pourquoi y a-t-il deux poids et deux mesures ? ». Il ne s'agit pas naturellement de décider d'interventions dans tous les sens, cela n'aurait pas de sens. D'abord, il faut l'autorisation du Conseil de Sécurité.

Mais clairement la question du renforcement des sanctions à l'endroit des dirigeants syriens se pose, car la violence qui est utilisée en Syrie à l'endroit des manifestants, est inacceptable. Cela fera l'objet d'une discussion entre nous dès ce soir.

De même que la question iranienne, que les dirigeants iraniens ne pensent pas une seconde que parce qu'il y a des révolutions arabes, on a oublié la révolution iranienne, celle qui s'est manifestée et qui a été, comme vous le savez, réprimée avec une violence inouïe.

QUESTION -C'est à propos des quatre navires de guerre que les Russes veulent nous acheter, j'aurais aimé savoir si vous vous étiez mis d'accord avec M. MEDVEDEV sur les transferts de technologie et les prix.

LE PRESIDENT - On s'est mis d'accord sur tout : les prix, le calendrier, le transfert de technologie, les localisations...

QUESTION - Quel prix ?

LE PRESIDENT - A quel prix ? Attendez qu'on signe le contrat. Mais on s'est mis d'accord et la négociation est terminée. La seule chose qui reste à savoir, c'est le moment où on signe le contrat, entre aujourd'hui et je crois que c'est le 21 juin qui est la date de venue à Paris du Premier ministre POUTINE. Voilà le délai. Mais le général PUGA, qui est mon chef d'Etat-major particulier, est rentré il y a peu de temps de Moscou et je peux vous dire que tout est réglé et fera l'objet d'une communication à ce moment-là.

QUESTION -Une question sur la collaboration internationale. Je voudrais savoir comment la France va-t-elle équilibrer le rapport à la fois coopératif et compétitif avec les économies émergentes, la Chine et l'Inde, par exemple ? Qu'en est-il au plan environnemental ?

LE PRESIDENT - C'est un grand sujet de préoccupation. Comment expliquer la difficulté négociation commerciale-négociation climatique ? La difficulté vient du fait qu'on essaie de résoudre des problèmes du XXIe siècle avec une organisation du siècle précédent.

Je m'explique. Au siècle précédent, le XXe, il y avait deux grandes catégories de pays, les pays du Nord et les pays du Sud, les pays riches et les pays pauvres, et toutes les négociations internationales s'organisaient autour de cette réalité. Depuis, les choses ont changé. Il y a toujours des pays riches à haut niveau de vie et il y a toujours malheureusement des pays pauvres à très bas niveau de vie. Mais entre, il y a une troisième catégorie de pays qui sont les pays émergents, qui sont devenus des puissances considérables, ainsi la Chine est même passée devant le Japon et deuxième économie du monde. On ne peut quand même pas dire que le pays qui est la deuxième économie du monde est un pays pauvre au même titre que tel ou tel pays d'Afrique. Mais il est vrai que dans ces pays qui sont devenus de grandes puissances, il y a également de grandes poches de pauvreté, avec des enjeux de développement considérables.

Donc, il faut trouver pour chacune de ces trois catégories le bon discours et le bon positionnement pour régler les problèmes. Par exemple sur l'environnement, on ne peut pas imposer à l'Inde et à la Chine les mêmes règles qu'on nous impose. Mais est-ce qu'on peut considérer comme normal de ne leur imposer aucune règle ? Dans l'Organisation mondiale du commerce, il est tout à fait normal d'abattre toutes nos barrières, nous, les pays industriels comme on disait, vis-à-vis d'un pays africain au niveau de pauvreté très grand. Mais est-ce qu'on doit faire la même chose pour des puissances économiques comme le Brésil ou la Chine, quelle que soit, par ailleurs, l'amitié que l'on a ? Voilà la question qui est posée sur laquelle on travaille dur, notamment dans la perspective du G20 de Cannes, même si je suis confiant dans la capacité

de nos amis Chinois de comprendre cette situation, comme j'ai été très heureux de pouvoir ouvrir le séminaire monétaire à Nankin.

QUESTION - Je voudrais revenir sur la candidature de Christine LAGARDE et vos entretiens bilatéraux avec vos collègues. Je voudrais savoir s'ils se sont enquis des qualités, mais aussi des défauts de Christine LAGARDE pour éviter un nouveau loupé « DSK », parce que, manifestement, il y a eu erreur de casting, et donc, est-ce qu'il y a eu des questions qui ont été posées sur les éventuels problèmes que pourraient avoir Mme LAGARDE ?

LE PRESIDENT - Vous savez, d'abord on est au siècle de la transparence et il faut qu'on accepte cette réalité, elle ne me choque pas. Et donc, bien sûr, tous les problèmes sont évoqués et dans la plus grande transparence, surtout s'agissant de Christine LAGARDE qui est une femme de grande qualité, dont la personnalité est assez prévisible et dont les « risques », pour reprendre votre expression, sont à notre sens aisément maîtrisables, comme le montreront un certain nombre d'analyses juridiques qui seront communiquées par Mme LAGARDE. Oui, on parle de tout cela. Tout ceci n'est pas d'une gravité telle qu'on ne doive pas en parler, au contraire. D'ailleurs, cela ne me choque pas, M. QUATREMER. Cela ne me choque pas, c'est quelque chose qui doit se faire et qui est tout à fait normal et que nos partenaires pratiquent aussi. Il n'y a pas de tension.

QUESTION - Monsieur le Président, l'un des sujets que vous allez discuter ce soir, c'est la question de la paix au Proche-Orient, une question qui est posée à chaque réunion. A la lumière de vos positions à vous et des dernières déclarations de M. OBAMA, qu'allez-vous proposer à vos homologues ce soir ? Et puis, est-ce que la conférence de Paris - qu'on appelle « des donateurs », mais vous voulez une conférence vraiment politique -, est-ce que cela aura lieu ? Est-ce qu'on est sûr ce soir qu'elle aura lieu ? Merci beaucoup.

LE PRESIDENT - Merci Monsieur. D'abord, je voudrais dire combien la France a apprécié le discours du Président OBAMA sur la paix au Proche-Orient. C'était un discours courageux et c'était le discours d'un homme et d'un président engagé. Donc ce discours est une excellente nouvelle et la France le soutient.

Deuxièmement, la France considère que l'amorce d'une réconciliation interpalestinienne est une bonne nouvelle. Et il y a, me semble-t-il, contradiction à avoir dit pendant des années que la paix n'était pas possible, parce que les Palestiniens étaient divisés et maintenant qu'ils essaient de se rapprocher, dire : « ah on ne discute pas avec eux, parce qu'ils se rapprochent ». Alors il faut savoir quand on discute avec eux ! Donc c'est une bonne nouvelle.

Troisième élément, Alain JUPPE, le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères français va partir sous quelques jours, je crois même la semaine prochaine, au Proche-Orient, muni d'un message de ma part, sur lequel il communiquera le moment venu, pour dire aux Palestiniens comme aux Israéliens, que la paix a trop attendu, que la paix est à portée de main, que les paramètres de la paix sont parfaitement connus et que le temps ne travaille pas pour les hommes de paix, il travaille pour les terroristes et les extrémistes.

Alors naturellement que la France sait bien que la paix se fera parce que les Israéliens et les Palestiniens l'auront décidée. Mais la persistance du conflit, nous, les Français, nous, les Européens, eux, les Américains, les démocraties du monde entier sont concernées, parce que c'est sur la persistance de ce conflit que se fondent un certain nombre de terroristes. Donc il faut la paix.

La France souhaite prendre une initiative avant l'été, notamment la conférence. Je vous en dirai plus lorsque M. JUPPE reviendra, mais notre détermination est très grande, très grande. Aux Palestiniens nous dirons : « est-ce que cette réconciliation et ce gouvernement palestinien d'union ne remet pas en cause la reconnaissance d'Israël et le droit d'Israël à vivre en sécurité ? ». Parce que si cela la remettait en cause, alors à ce moment-là, on ne parlerait pas de paix. Et aux Israéliens nous dirons : « il faut relancer le processus de paix, on ne peut pas s'en tenir à la situation d'aujourd'hui, la France le refuse ». C'est donc vous dire qu'il y a une très grande harmonie de pensée avec M. OBAMA. Et ce discours courageux, notamment lorsqu'il a évoqué les frontières, notamment les frontières de 67, c'est vraiment ce que nous attendions : une

Amérique engagée, une Amérique qui ne se désintéresse pas du processus de paix.

Pour terminer, nous sommes convaincus que les Américains doivent s'engager, comme ils le font, mais que s'ils ont un rôle essentiel, ils ne sont pas les seuls à jouer ce rôle. L'Europe aussi a un rôle à jouer, l'Europe et la Russie.

QUESTION - Monsieur le Président, est-ce que vous pensez que M. MLADIC doit être transféré à La Haye, aux Pays-Bas ? Est-ce que cela ouvrira la porte pour la Serbie de l'Union européenne ?

LE PRESIDENT - Ça, certainement. C'est une très grande nouvelle Monsieur. Je voudrais dire combien la France remercie, félicite le président serbe. La Serbie est un pays qui a beaucoup souffert toutes ces dernières années, il faut le reconnaître. J'imagine que l'opinion publique serbe a été mise à rude épreuve et que cela n'a pas été un choix facile que de livrer un présumé criminel de guerre. Mais c'est un élément très important et la France souhaite que l'Union européenne réponde à cette décision historique en indiquant clairement que la vocation de la Serbie, c'est d'intégrer l'Union européenne. Parce qu'on ne peut pas demander à la Serbie de prendre des décisions difficiles, parfois contre une partie de son opinion publique, et en même temps dire : « non, la porte est fermée ». La Serbie a vocation à rentrer dans l'Union européenne.

QUESTION - Monsieur le Président, j'aimerais bien vous demander de revenir au sujet du FMI, et vous demander votre opinion en tant que Président de la France : vous croyez que les pays émergents doivent avoir une sorte de garantie ou de compensation au cas où Mme LAGARDE serait élue à la tête du FMI ?

LE PRESIDENT - Vous venez du Brésil, Monsieur ? Vous savez le prix que la France attache à ses relations avec le Brésil et le combat que mène la France pour que le Brésil ait un poste de membre permanent du Conseil de Sécurité. C'est une position constante, absolument constante. De même que l'Amérique latine dans son ensemble soit mieux représentée au Conseil de sécurité, puisqu'ils n'ont pas de membre permanent, c'est vous dire la place du Brésil dans la gouvernance du monde.

S'agissant de la direction du FMI, je suis Européen, et vous voyez bien l'actualité monétaire aujourd'hui, elle est plus du côté de l'Europe que du côté des émergents. Ce n'est faire injure à personne que de dire cela. Cela n'a pas toujours été le cas. Souvenons-nous des 42 crises monétaires entre 1990 et 2010. Mais c'est ainsi. Donc nous pensons qu'il serait adapté que le directeur général du FMI soit un Européen.

Maintenant, nous avons milité pour la modification des droits de vote au FMI et qui a obtenu l'augmentation des droits de vote, notamment de la Chine ? Au sacrifice de qui ? Notamment des Européens. Donc dire qu'il n'y a pas eu un rééquilibrage, c'est faux, les droits de vote ont été redistribués. Je crois que c'est 5% qui ont été pris à l'Europe pour les donner aux émergents et c'était juste, Monsieur, c'était parfaitement juste. Mais qu'on ne vienne pas me faire reproche de vouloir que ce soient les Européens qui aient tous les pouvoirs alors que nous avons modifié le droit de vote dans ce sens là.

Mais il est certain qu'à terme - ce n'est pas à moi d'en décider -, s'il devait y avoir d'autres nominations dans le cadre du FMI, il faudrait certainement tenir compte de ce qui serait le choix de la nationalité ou de la provenance du directeur général, c'est parfaitement évident. Le multilatéralisme doit s'appliquer au FMI comme à toutes les organisations internationales. Merci à tous, j'espère que vous êtes bien installés et que vous allez profiter du beau temps normand, et que demain il y ait un peu moins de vent.

Merci à tous. A demain.